

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°518 – 8 décembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2022

En 2022, les exportations de biens enregistrent un important rebond de 13,6%

Selon le [rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2022](#) publié par la BCEAO, les exportations de biens et services des pays de l'Union se sont établies à 26 829,5 Mds FCFA (41 Mds EUR), en augmentation de 13,6% par rapport à 2021. En effet, **les exportations de biens ont nettement progressé (+14,5%) en 2022** pour s'établir à 23 999 Mds FCFA (36,6 Mds EUR), tirées principalement par **les ventes de coton** (+55,1% à 2,6 Mds EUR ; 4^{ème} produit d'exportation), **de produits pétroliers** (+50,9% à 3,4 Mds EUR ; 3^{ème}) et **du caoutchouc** (+37,3% à 1,8 Md EUR ; 5^{ème}). En termes de part, **l'or** (10,4 Mds EUR ; 29,4% des ventes de la zone) et **les produits du cacao** (5,3 Mds EUR ; 13,1%) **demeurent les principaux produits exportés**. Les principaux clients des pays de l'UEMOA en 2022 sont **la Suisse** (19,1% du total des exportations), **le Nigeria** (12,5%) et **l'Afrique du Sud** (6,6%). Par ailleurs, la même année, **la Côte d'Ivoire comptait pour 42,2% du total des exportations de l'UEMOA, suivie du Sénégal (14,7%) et du Burkina Faso (13,2%), à un niveau proche de celui du Mali (13,1%)**. Enfin, **la hausse globale des exportations se justifie également par la hausse des activités de services** (+6,9% à 4,3 Mds EUR), grâce principalement à la hausse des recettes de voyages (+22,3% à 1,3 Md EUR) et de transports (+3,2% à 947,5 M EUR) en lien avec la reprise progressive des activités touristiques.

Le chiffre à retenir

3,3% du PIB

Le déficit commercial de la balance des biens de l'UEMOA

La facture énergétique, premier poste à l'origine de la hausse des importations de 21,5%

S'agissant des importations de biens et de services, elles se sont établies en 2022 à 36 511 Mds FCFA (55,7 Mds EUR), en hausse de 21,5% par rapport à 2021. En particulier, **les importations de biens ont augmenté de 25,4% en 2022** pour s'établir en valeur FOB à 27 670 Mds FCFA (42 Mds EUR), en lien principalement avec **l'alourdissement de la facture énergétique** (+73,4% à 13 Mds EUR ; 1^{er} poste d'importation, reflétant à 67,8% les importations d'hydrocarbures), la hausse des approvisionnements en **produits alimentaires** (+40% à 10,4 Mds EUR), **constitués pour 1/3 d'importations de riz**, ainsi que l'augmentation des acquisitions en biens d'**équipements** (+8,2% à 8,8 Mds EUR) et **intermédiaires** (+10,8% à 8,2 Mds EUR). Les principaux fournisseurs des pays de l'UEMOA sur la période sont **la Chine** (15,6% du total des importations), **la France** (9,7% du total, contre toutefois 11,6% en 2021), **l'Inde** (8%) et le **Nigéria** (7,2% contre 5,6% en 2021). La Côte d'Ivoire est à l'origine de 34,1% des importations de l'UEMOA, suivie par le **Sénégal** (20,9%) et le **Mali** (12%). Enfin **les importations de services ont également progressé de 10,7% en 2022** pour s'établir à 8 841 Mds FCFA (13,5 Mds EUR), en lien essentiellement avec l'augmentation des frais de transports, qui reflètent la forte dépendance aux entreprises étrangères de transport de marchandises.



Le déficit de la balance des biens et services s'est creusé pour atteindre 6,4% du PIB en 2022

Avec une progression des importations plus importante que celle des exportations, **le solde déficitaire** de la balance des biens et services s'est creusé à 8,7% du PIB de l'UEMOA en 2022, contre 6,4% en 2021. En considérant uniquement les biens, **le déficit commercial s'est établi** à 3 671,1 Mds FCFA (5,6 Mds EUR) en base FOB en 2022, **représentant ainsi 3,3% du PIB de l'UEMOA** (contre 1,1% en 2021). Toutefois, pris individuellement, 2 pays ont enregistré un excédent commercial en 2022 : **la Côte d'Ivoire** (+0,7% du PIB de l'UEMOA, contre toutefois +1,6% du PIB en 2021) **et le Burkina Faso** (+0,2%, contre toutefois +0,9% du PIB en 2021). Enfin, **le déficit de la balance des services de l'Union s'est détérioré pour atteindre 5,4% du PIB en 2022**, soit + 0,1 point de PIB par rapport à l'année précédente.

Commerce extérieur de biens des pays de l'UEMOA (en Mds FCFA)

Pays	Exportations		Importations		Solde commercial (% du PIB)	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Bénin	2 019,9	2 212,9	2 143,1	2 560,5	-0,1	-0,3
Burkina Faso	3 148,8	3 197,5	2 239,2	2 948,8	0,9	0,2
Côte d'Ivoire	8 495,5	10 198,1	6 910,5	9 421,4	1,6	0,7
Guinée-Bissau	166,3	133	195,6	253,4	-0,0	-0,1
Mali	2 693,8	3 161,6	2 992,7	3 309,1	-0,3	-0,1
Niger	671,9	642,1	1 690,7	1 971,3	-1,0	-1,2
Sénégal	3 044,7	3 553,6	4 629,4	5 779,6	-1,6	-2,0
Togo	720,8	900,3	1 272,0	1 426,2	-0,6	-0,5
Total	20 961,8	23 999,1	22 073,2	27 670,2	-1,1	-3,3

Source : BCEAO

Régional

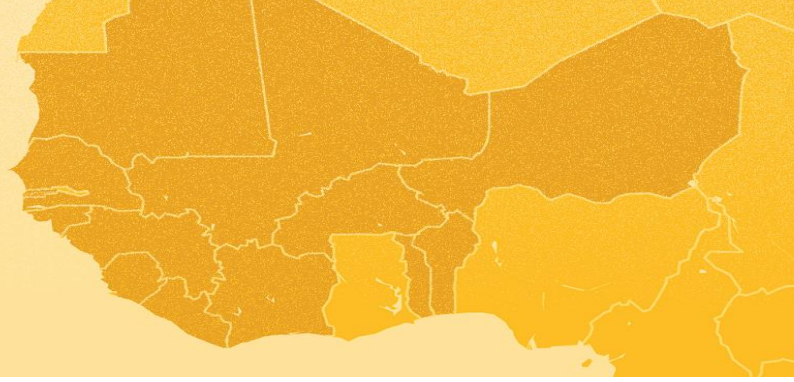
La BCEAO relève à nouveau ses taux directeurs de 25 pdb

A l'issue de sa réunion ordinaire le 6 décembre 2023, le Comité de Politique Monétaire [a décidé](#) de relever de 25 points de base (pdb) les taux directeurs de Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à compter du 16 décembre. Ainsi, le principal taux directeur auquel la BCEAO prête ses ressources aux banques passera de 3,25% à 3,50%. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques reste inchangé à 3%. Cette décision viserait à anticiper et à contenir l'impact des risques liés aux pressions inflationnistes et aux tensions sur les comptes

extérieurs de l'UEMOA. La croissance pour l'année 2023 est projetée à 5,7% et le taux d'inflation à 3,7% (contre 7,4% en 2022). En outre, les crédits à l'économie ont maintenu un rythme de progression soutenue : +13,9% en g.a à fin septembre 2023, après 16,2% à fin juin.

266,5 M USD de la Banque mondiale pour accélérer la transformation numérique en Afrique de l'Ouest

Le 30 novembre 2023, la Banque mondiale a [approuvé](#) un montant de 266,5 M USD destiné au financement du Programme régional pour la transformation numérique de l'Afrique et l'intégration numérique en Afrique de l'Ouest (ou DTfA/WARDIP) en faveur de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie. Ce Programme vise à réduire la



fracture numérique en abaissant le coût des services internet dans la région, en encourageant la concurrence entre les fournisseurs de services et en améliorant les infrastructures sous-jacentes. Il soutiendra plus particulièrement les travaux de l'alliance Smart Africa, pour renforcer les capacités des décideurs en matière de transformation numérique. En outre, les entreprises et fournisseurs de services TIC bénéficieront d'un soutien pour promouvoir un marché numérique régional. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, le taux d'adoption des services mobiles haut débit reste inférieur à 40 % en Afrique de l'Ouest principalement en raison de prix élevés et d'un déficit d'infrastructures.

Exemptions de droits de douane sur les exportations vers la Chine pour la Gambie, le Mali et la Mauritanie

La Commission chinoise des tarifs douaniers [a annoncé](#) le 6 décembre 2023 que la Chine appliquera un traitement tarifaire nul sur 98% de ses importations en provenance de six pays africains, dont la Gambie, le Mali et la Mauritanie. Le pays avait déjà supprimé les droits de douanes de 21 pays africains il y a deux ans, dont le Bénin et le Niger. Ce démantèlement tarifaire vise à accroître les importations, notamment de produits agricoles en provenance du continent. L'annonce des précédents démantèlements avait été faite lors de la 8^{ème} conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), tenue à Dakar en novembre 2021, en vue de porter les importations chinoises en provenance du continent à 300 Mds USD par an à l'horizon 2035.

Bénin

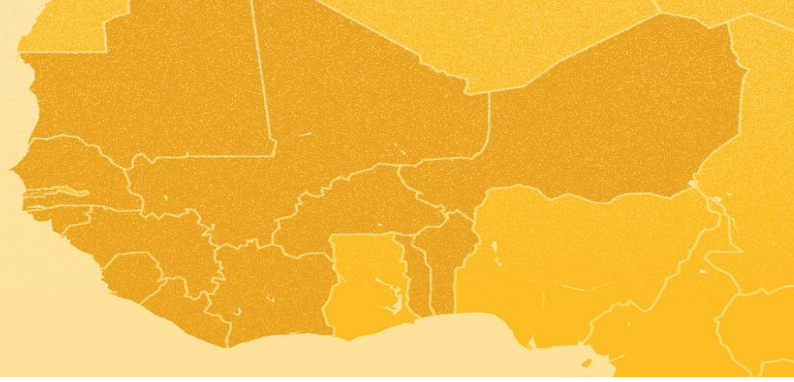
Visite d'entreprises françaises de l'agroalimentaire et de la ville durable

Du 4 au 6 décembre 2023, [36 entreprises françaises](#) du secteur agroalimentaire et de la ville durable se sont rendues au Bénin dans le cadre d'une mission conjointe Bpi France et Medef International. Les entreprises françaises ont pu échanger avec les acteurs béninois publics et privés, mais aussi visiter un certain nombre de sites dont la [zone industrielle](#) de Glo Djigbé. Cette mission était la première de cette envergure depuis 2008, et fait suite à l'événement *Osez le Bénin ! Roadshow* de juin dernier en France.

Burkina Faso

Société Générale signe l'accord de cession de sa filiale à Vista

Le 7 décembre 2023, le groupe bancaire français Société générale a [annoncé](#) la signature de deux accords avec le groupe panafricain Vista en vue de la cession totale de ses parts dans ses filiales au Burkina Faso (52,6%) et au Mozambique (65%). Le groupe Vista reprendrait ainsi la totalité de leurs activités, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs (en particulier 17 établissements et 230 collaborateurs au Burkina Faso). L'acquisition est soumise à l'approbation des instances de gouvernance des entités, aux conditions suspensives usuelles ainsi qu'à la validation des autorités financières et réglementaires compétentes et pourrait être finalisée en 2024. Pour rappel, en 2021 le Groupe Vista avait repris les parts du groupe BNP Paribas au sein de la BICIAB, filiale au Burkina, et BICIGUI, filiale en Guinée.



Une nouvelle compagnie aérienne pour les vols domestiques

Le 2 décembre 2023, le ministre des Transports a [participé à un vol](#) d'essai reliant la capitale Ouagadougou à la ville de Gaoua (région du Centre-ouest). L'objectif des autorités burkinabè est de mettre en place des vols domestiques utilisant des appareils de types ATR de 70 places. La ville de Gaoua sera la première à être desservie à compter de janvier 2024. Le vol d'essai a été assuré par une compagnie privée nationale *Kangala Air Express*, filiale de la compagnie aérienne du même nom basée à Dubaï. Après la ville de Gaoua, des régions très touchées par la dégradation de la situation sécuritaire, telles que les régions de l'Est (Diapaga, Fada), de la boucle du Mouhoun (Dédougou), du Sahel (Dori) et du Nord (Ouahigouya) devraient également être desservies.

Lancement de la construction d'un Centre hospitalier régional universitaire

Le 30 novembre 2023, le Président de la Transition a procédé au [lancement des travaux](#) de construction d'un Centre hospitalier régional universitaire (CHRU) à Gaoua (région du Sud-Ouest). D'un coût d'environ 45 Mds FCFA (68,6 M EUR), l'établissement aura une capacité de plus de 300 lits et sera construit sur une superficie de 25 ha. L'entreprise en charge de l'exécution des travaux est *Ellipse Projects Belgium*.

Côte d'Ivoire

Prêt de 70 M EUR de l'OFID dans le cadre du PARES III

Le 6 décembre 2023, lors du Conseil des ministres, le gouvernement a [ratifié](#) un accord de prêt de 70 M EUR du Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) conclu le 4 septembre dernier. Cet appui budgétaire vise à soutenir la troisième phase du Programme

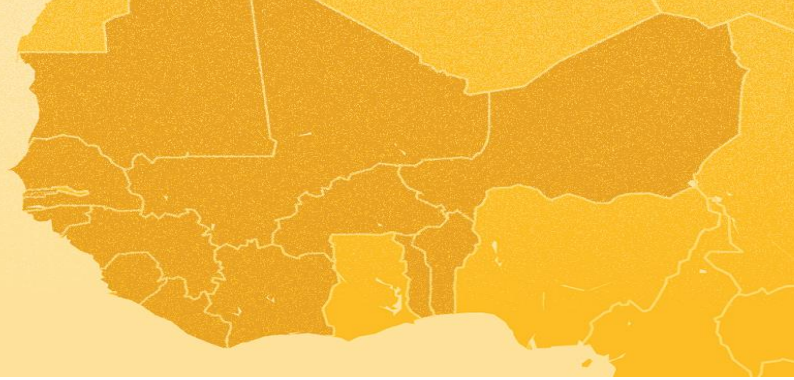
d'Appui aux Réformes Économiques et Sociales (PARES), initié en 2019. [L'objectif du PARES III](#) est de renforcer les deux phases précédentes à travers l'amélioration de l'efficacité et de la transparence des dépenses publiques en faveur des populations défavorisées et le renforcement des actions d'inclusion sociale, de l'accès aux infrastructures sociales de base (énergie, hydraulique rurale et assainissement), de l'emploi des jeunes et de la nutrition. À noter que le PARES III est cofinancé par d'autres bailleurs tels que la BAfD ou la JICA.

Partenariat entre Arise et Sonata pour la transformation de l'anacarde

Le 30 novembre 2023, le ministre du Commerce et de l'Industrie a présidé la [cérémonie](#) de signature d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) entre *ARISE Integrated Industrial Platforms* (IIP) et le groupe SONATA dans le cadre d'un projet de transformation d'anacarde dans la Zone de développement économique et industrielle (ZEI) à PK24 Abidjan-Akoupé Zeudji. Ce partenariat vise la transformation de 100 000 tonnes d'anacarde, via la construction de 3 unités de transformation ayant chacune une capacité de 35 000 tonnes par an. Le coût total de l'investissement est estimé 30 M USD. À terme, ces unités de transformation permettraient de créer près de 1 000 emplois directs. Cette initiative s'inscrit dans la politique de développement des clusters prioritaires de la Côte d'Ivoire, ayant trait notamment à la transformation des matières premières locales. À noter que la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial d'anacarde avec 1,1 M tonnes en 2022.

176 M EUR pour la construction d'infrastructures routières à l'Ouest

Le gouvernement ivoirien, réuni en conseil des ministres le 6 décembre 2023, a adopté un décret portant ratification d'un [accord-cadre](#) d'un montant de 116 Mds FCFA (177 M EUR) conclu entre l'Etat et la Banque islamique de développement (BIsD) pour le financement des



travaux de construction des axes routiers Man-Kouibly et Guiglo-Taï. Ce projet s'inscrit dans la volonté du gouvernement ivoirien de dynamiser les régions du Tonkpi et de Cavally, en facilitant les conditions d'accès au district dit des montagnes, qui héberge une activité importante dans les domaines agricole et minier.

Gambie

Adoption du budget de l'Etat 2024

L'Assemblée nationale a adopté le budget de l'Etat pour l'année 2024 le 4 décembre 2023. Selon le ministre des Finances, ce budget a été établi sur la base d'une réduction du déficit budgétaire, et la baisse de l'endettement public. L'objectif est ainsi de poursuivre la rationalisation des dépenses, l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures, la restructuration de la dette et de privilégier les financements concessionnels pour les projets d'infrastructures identifiés dans le Plan de développement national axé sur la relance verte (RF-NDP) dit YIRIWA. Les recettes et les dons sont prévues en 2024 à 34,9 Mds GMD (480 M EUR), en hausse de 5% par rapport à 2023, et les des dépenses totales à 39,3 Mds GMD (540 M EUR), soit une augmentation de 6%. Le déficit budgétaire est ainsi projeté à 2,6% du PIB, contre 3,6% attendu en 2023.

Mauritanie

En marge de la Cop 28, des accords sur les énergies propres

En marge de la Cop28 de Dubaï, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie mauritanien a signé un mémorandum d'entente avec les groupes Chariot et Total portant sur le développement d'un projet pilote d'hydrogène vert pour [décarboner le transport du minerai de fer](#) par le train minéralier de la Société Nationale de l'Industrie et des Mines (SNIM). Les

parties signataires souhaitent lancer une étude dès que possible. Dans la foulée, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie mauritanien a également signé un protocole d'accord avec le département américain de l'énergie, représenté par son secrétaire adjoint, qui vise à faciliter la coopération pour le déploiement de technologies énergétiques propres en Mauritanie. L'accord met l'accent sur le développement des capacités de la Mauritanie à conserver son minerai de fer et à [produire son propre acier vert localement](#).

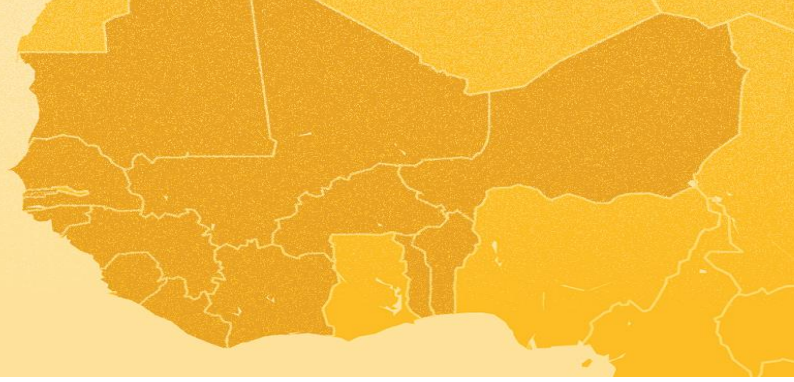
Sénégal

Appui budgétaire de 74,5 M EUR de la BAfD

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#), le 1^{er} décembre 2023, un prêt de 74,5 M EUR au profit du Sénégal, en soutien à la première phase du Programme d'appui à la mobilisation des ressources et au développement industriel (PAMRDI I). Le programme vise à (i) appuyer la mobilisation de ressources domestiques, qui devrait passer de 18,2% du PIB en 2022 à 19,4% du PIB en 2024, et (ii) soutenir l'attractivité des investissements à travers la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé, de la politique industrielle du pays ainsi que de la stratégie nationale intégrée de formalisation de l'économie. D'après le communiqué, le programme permettra un accroissement du nombre d'opérateurs économiques du secteur informel ayant un statut d'entrepreneur, de 0 en 2022, à une cible de 30 000 en 2024. Aussi, il contribuera à une augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB de 15,6% en 2021 à 17,6% en 2024.

Inauguration de la 2^{ème} phase de la plateforme industrielle de Diamniadio

Le 5 décembre 2023, le Président de la République [a inauguré](#) la 2^{ème} phase de la Plateforme industrielle intégrée de Diamniadio



(P2ID), financée à hauteur de 60 Mds FCFA (91,5 EUR) par un prêt de Eximbank Chine. Installée sur 40 ha au cœur du pôle urbain de Diamniadio, à proximité de la Zone économique spéciale de Diass, des futurs ports de Bargny et Ndayane et du marché d'intérêt national, l'extension est constituée de bâtiments modernes aménagés et offre des avantages fiscaux et non fiscaux, des facteurs de productions compétitifs et un positionnement stratégique à ses usagers. La P2ID, dont la 1^{ère} phase, financée intégralement par l'Etat, a été inaugurée en 2018, vise à contribuer à la mise en œuvre du programme d'industrialisation du pays pour 2021-2035. Elle devrait abriter à terme plus d'une soixantaine d'entreprises et générer 23 000 emplois.

Sierra Leone

Signature d'un accord avec la CRBC pour la construction d'un pont

Le gouvernement aurait signé un [protocole](#) d'accord avec la *China Road and Bridge Corporation* et le cabinet d'architectes Atepa Group, pour la construction d'un pont d'environ 8 km de long entre la capitale Freetown et l'aéroport international du pays situé à Lungi, dans le district de Port Loko, pour un coût estimé à 1,5 Md USD. Ce pont avait fait l'objet d'une annonce du Président en 2018. Le gouvernement affirme que l'étude de faisabilité devrait être achevée dans les prochains mois et que la construction devrait commencer dès 2024, pour être achevée en 2027. Des [critiques](#) pointent cependant le manque de

transparence, des alternatives non explorées (autoroute) et l'absence, à date, de validation par le Parlement.

Togo

Meridiam décroche un marché pour la construction d'une centrale solaire

Le groupe français Meridiam [a remporté l'appel d'offres](#) pour la conception, la construction, le financement et l'exploitation pendant 25 ans d'une centrale solaire dans la commune de Sokodé, dans le centre du Togo. Une convention de concession a été signée en ce sens le 4 décembre 2023 à Dubaï, entre le gouvernement togolais, le groupe EDF et le groupe Meridiam. La future centrale permettra d'alimenter en électricité environ 700 000 personnes à Sokodé et dans les communes rurales environnantes, grâce à une puissance installée de 64 MWc. Les travaux devraient débuter mi-2024 et permettront de créer plus de 200 emplois selon Meridiam. L'objectif du projet est de poursuivre la stratégie de diversification et d'augmentation de la production d'énergie dans le pays. Cette future centrale solaire viendra s'ajouter à celle déjà existante dans la commune de Blitta, qui doit faire l'objet d'une extension qui portera sa capacité installée de 50 à 100 MWc.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)